

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

8 JANVIER 1951.

PROJET DE LOI

sur la milice, le recrutement
et les obligations de service.

AMENDEMENTS

PRÉSENTES PAR M. DESTENAY.

Art. 10.

1. Supprimer le § 2.
2. Au § 3, supprimer les mots : « si le nombre des demandes est jugé trop élevé ».
3. Au 7^e du § 3, supprimer les mots : « ou pour le compte de ses parents ».

Art. 12.

Remplacer cet article par :

Les exemptions définitives et les libérations de service actif autres que celles résultant de l'incapacité physique sont supprimées.

Seul est dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de sa classe d'âge :

- a) l'inscrit qui, depuis l'âge de dix-huit ans, a sa résidence effective et habituelle à l'étranger dans un pays autre que la Colonie, les Iles britanniques et les pays limitrophes de la Belgique;
- b) l'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit au sursis ordinaire et qui au moment de l'introduction de sa demande remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 3, 3^e.
- c) l'inscrit qui est devenu Belge après avoir satisfait à des obligations de service actif dans son pays d'origine.

Voir :
98 : Projet de loi.

8 JANUARI 1951.

ONTWERP

van dienstplichtwet.

AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DESTENAY.

Art. 10.

1. § 2 weglaten.
2. In § 3, de woorden « Zo het aantal aanvragen te hoog wordt geacht » weglaten.
3. In het 7^e van § 3, de woorden « dan wel voor die zijner ouders » weglaten.

Art. 12.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

De definitieve vrijstellingen en de vrijlatingen van actieve dienst andere dan die voortvloeiend uit de lichamelijke onbekwaamheid worden afgeschaft.

Is in vredetijd vrij van alle dienst en wordt, wat de duur van de dienstdienst betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen zijner leeftijdsklasse, alleen :

- a) de ingeschrevene, die sedert de leeftijd van achttien jaar zijn werkelijke en gewone verblijfplaats heeft in het buitenland, met uitzondering van de Kolonie, de Britse eilanden en de aan België grenzende landen;
- b) de ingeschrevene, die uit hoofde van zijn leeftijd geen recht op gewoon uitstel meer heeft en die bij het indienen van zijn aanvraag sinds ten minste twee jaar de voorwaarden gesteld in § 3, 3^e, van artikel 10, vervult.
- c) de ingeschrevene die Belg geworden is na zijn werkelijke dienst in het land van herkomst te hebben vervuld.

Zie :
98 : Wetsontwerp.

G.

Art. 13.

Supprimer cet article.

Art. 14.

Remplacer le § 3 par ce qui suit :

Dans le mois de la publication de la présente loi, les nouveaux critères médicaux entraînant l'exemption du service militaire ou l'ajournement, seront déterminés par arrêté royal.

Art. 17, 19, 25, 56, 57 et 58.

Supprimer ces articles.

Art. 71.

Remplacer le § 1^{er} par ce qui suit :

Le terme du service actif imposé aux miliciens compris dans le contingent est de 18 mois. Toutefois, si le manque d'effectifs l'exige, le Ministre de la Défense Nationale est autorisé à conserver les classes appelées pendant un délai supplémentaire de un à trois mois. Si les circonstances le permettent, il pourra envoyer les classes en congé illimité entre le douzième et le dix-huitième mois.

Art. 83.

Ajouter l'alinéa suivant :

Dans le mois de la publication de la présente loi, un arrêté royal détermine également les conditions d'admission et d'affectation des volontaires de sexe féminin.

Art. 90bis (nouveau).

Insérer un article 90bis nouveau rédigé comme suit :

A dater du 1^{er} janvier 1951, le taux de la taxe militaire tel qu'il est fixé à l'article 5 de la loi du 10 janvier 1940 est multiplié par trois. Le produit de cette taxe sera affecté en ordre principal au règlement de cas sociaux nouveaux qui se poseront à l'occasion de l'application de la présente loi.

Art. 109.

Ajouter l'alinéa suivant :

10° l'article 2 de la loi organisant le contingent pour 1951.

Art. 110.

A modifier comme suit :

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au « Moniteur Belge ». Le Roi détermine... (le reste comme au projet).

* * *

Art. 13.

Dit artikel weglaten.

Art. 14.

§ 3 vervangen door wat volgt :

Binnen de maand van de bekendmaking van deze wet worden de nieuwe geneeskundige criteria die vrijstelling van militaire dienst of tijdelijke ongeschiktverklaring ten gevolge hebben bij Koninklijk besluit bepaald.

Art. 17, 19, 25, 56, 57 en 58.

Die artikelen weglaten.

Art. 71.

De 1^{ste} § vervangen door wat volgt :

Voor de dienstplichtigen die in het contingent zijn opgenomen bedraagt de werkelijke dienstdaag 18 maanden. Nochtans, indien het gebrek aan personeel het vereist, is de Minister van Landsverdediging er toe gemachtigd de opgeroepen klassen in dienst te houden voor een bijkomende termijn van één tot drie maanden. Indien de omstandigheden het toelaten, mag hij de klassen met onbepaald verlof huiswaarts zenden tussen de twaalfde en de achttiende maand.

Art. 83.

Het volgende lid toevoegen :

Binnen de maand van de bekendmaking van deze wet, zullen de voorwaarden in zake aanneming en aanwending van de vrouwelijke vrijwilligers bij Koninklijk besluit worden vastgesteld.

Art. 90bis (nieuw).

Een artikel 90bis inlassen, dat luidt als volgt :

Van 1 Januari 1951 af wordt het bedrag van de militaire belasting, zoals bepaald bij artikel 5 der wet van 10 Januari 1940, vermenigvuldigd met drie. De opbrengst van deze belasting zal hoofdzakelijk worden bestemd voor het regelen van nieuwe sociale gevallen, die zich naar aanleiding van de toepassing van deze wet zullen voordoen.

Art. 109.

Onderstaand lid toevoegen :

10° artikel 2 van de wet tot vaststelling van het contingent voor het jaar 1951.

Art. 110.

Artikel 110 wordt gewijzigd als volgt :

Deze wet treedt in werking op de dag waarop zij in het « Belgisch Staatsblad » is bekendgemaakt. De Koning stelt... (het overige zoals in het ontwerp).

* * *

Là où ils apparaissent et notamment dans les articles 18, 21, 27, 30, 39, 59, 91 et 99, supprimer les mots : « dispense, exemptions, sursis extraordinaire, libération ».

De woorden « vrijlating, vrijstelling, buitengewoon uitsstel, ontheffing » weglaten, waar zij voorkomen, onder meer in artikelen 18, 21, 27, 30, 39, 59, 91 en 99.

M. DESTENAY,
W. KONINCKX,
R. LEFEBVRE,
L. MUNDELEER,
J. REY.

JUSTIFICATION.

Les amendements que nous présentons ont pour but, en ordre principal, de supprimer au maximum les exemptions et de permettre ainsi la réduction de la durée du service militaire par la mise à la disposition de l'armée de contingents plus nombreux.

La suppression des exemptions offre un aspect social et un aspect moral.

Aspect social puisqu'elle risque d'enlever à certaines familles leur principal soutien. Cette conséquence importante retient toute notre attention mais nous estimons que c'est dans l'examen financier du problème qu'il faut trouver une solution équitable. L'adaptation et l'application de la loi sur la taxe militaire procureront à l'Etat des sommes suffisamment importantes pour couvrir les charges sociales nouvelles.

Aspect moral, essentiel à nos yeux, parce que la suppression des exemptions conditionne le moral du soldat.

Il suffit de se rappeler l'effet désastreux produit sur les troupes mobilisées de 1940 par la vue des nombreux jeunes gens libres d'obligations militaires pour être convaincus de la nécessité de remédier à cette situation.

On est porté, en général, à ne voir dans l'exemption que le privilège d'échapper au service militaire. C'est là une vue incomplète du problème.

Les cinquante dernières classes de milice ont fait la guerre. C'est dire que de nos jours celui qui est appelé à l'armée porte en lui une participation probable à une guerre avec toutes ses possibilités : décès, invalidité, captivité, perte d'emploi, d'avancement, etc...

Si même certains ne bénéficient de l'exemption qu'en temps de paix, qui oserait assurer qu'ils courent les mêmes risques.

La différence de sort qui attend l'exempté et l'appelé est beaucoup trop grande. Si l'on veut faire du dernier un bon soldat, il ne faut pas qu'il se croie défavorisé et frappé par un sort injuste. Tous les Belges doivent être égaux devant l'impôt du sang et il faut chercher par d'autres moyens que l'exemption le règlement des cas socialement intéressants.

Nous aurons ainsi créé un climat indispensable de justice et atteint un deuxième objectif très important : la durée du service sera d'autant plus courte que nous aurons été fermes dans nos décisions.

Pour y arriver nous demandons au Parlement :

a) la suppression de toutes les exemptions définitives et des libérations du service actif autres que celles résultant d'incapacité physique grave;

b) nous demandons aussi la révision des critères d'inaptitude. Par incapacité physique nous entendons une incapacité réelle. Si nous comprenons que l'on écarte de l'armée nombre de déficients physiques, par contre nous estimons que les critères actuels permettent à trop de gens capables de faire un service léger ou spécialisé d'être exemptés;

c) nous réclamons la révision et l'application de la loi sur la taxe militaire comme liée à notre système de réparation aux familles;

d) nous demandons au Parlement un vote de principe sur le volontariat féminin, tel qu'il existe dans la plupart des nations qui furent et sont nos alliées.

L'application coordonnée de l'ensemble de ces mesures doit permettre de limiter la durée nouvelle du service militaire à 18 mois. Comme nos estimations peuvent à l'expérience se révéler trop optimistes, nous prévoyons que le Ministre pourrait être autorisé à prolonger le service de un à trois mois supplémentaires.

VERANTWOORDING.

De amendementen, die wij indienen, hebben hoofdzakelijk ten doel de vrijstellingen zoveel mogelijk af te schaffen, ten einde de verkorting van de duur van de militaire dienst mogelijk te maken, door het leger over talrijker contingents te laten beschikken.

De afschaffing van de vrijstellingen heeft een sociaal en een moreel uitzicht.

Een sociaal uitzicht, daar zij het gevaar insluit, sommige gezinnen te beroven van hun voornaamste steun. Wij schenken volle aandacht aan zulk belangrijk gevolg, maar wij menen, dat de billijke oplossing ligt in het financieel onderzoek van het vraagstuk. De aan- en toepassing van de wet op de militaire belasting zal aan de Staat toereikende gelden verschaffen om de nieuwe sociale lasten te dekken.

Een moreel uitzicht, wat ons essentieel blijkt te zijn, omdat het moreel van de soldaat verband houdt met de afschaffing van de vrijstellingen.

Het volstaat zich de rampzalige uitwerking te herinneren, die de gemobiliseerde troepen in 1940 hebben ondergaan door het feit dat talrijke jonge mannen vrij van militieverplichtingen waren, om toe te geven dat die toestand moet worden verholpen.

Over het algemeen is men geneigd de vrijstelling te beschouwen als het voorrecht de dienstplicht te ontduiken. Zulks is slechts een gedeeltelijke opvatting van het probleem.

De laatste vijftig militieclassen hebben de oorlog medegemaakt. Dit betekent, dat hij, die heden ten dage bij het leger wordt ingelijfd, vermoedelijk bestemd is om aan een oorlog deel te nemen, met alle mogelijkheden er van : overlijden, invaliditeit, gevangenschap, verlies van betrekking, nadeel bij de bevordering, enz...

Zelfs indien sommigen het voordeel van de vrijstelling alleen in vrede-stijf genieten, wie zou ooit durven verzekeren, dat zij dezelfde risico's oplopen.

Het verschil tussen het lot van de vrijgestelde en dat van de opgeroepene is veel te groot. Indien men wil, dat laatsbedoelde een goed soldaat zou worden, mag het niet gebeuren, dat hij zich benadeeld en door een onbillijk lot getroffen zou achten. Alle Belgen moeten voor de krijgsdienst gelijk staan en de regeling van maatschappelijk belangwekkende gevallen moet door andere middelen dan door de vrijstelling worden nagestreefd.

Zo zullen wij een onmisbare sfeer van rechtvaardigheid hebben geschapen en een tweede doel zal zomede worden bereikt : de duur van de dienst zal des te korter zijn, daar wij in onze besluiten standvastig blijven.

Om dat te bereiken vragen wij van het Parlement :

a) de afschaffing van alle definitieve vrijstellingen en ontheffingen van de actieve dienst, die niet uit lichamelijke ongeschiktheid voortvloeien;

b) de herziening van de maatstaven van ongeschiktheid. Onder lichamelijke ongeschiktheid verstaan wij een werkelijke ongeschiktheid. Hoewel wij begrijpen dat een aantal lichamen ongeschikten uit het leger verwijderd wordt, zijn wij daarentegen de mening toegedaan dat de thans geldende criteria aan te veel mensen, die een lichte of gespecialiseerde dienst zouden kunnen verrichten, toelaten om vrijgesteld te worden;

c) wij vragen met nadruk de herziening en de toepassing van de wet op de militaire belasting daar deze met ons stelsel van vergoeding aan de gezinnen strookt;

d) wij vragen aan het Parlement een principiële stemming over het vrouwenvrijwilligerschap zoals dit bestaat bij de meeste volkeren die onze bondgenoten waren en het thans nog zijn.

De samengevoegde toepassing van het geheel dezer maatregelen zou toelaten de nieuwe duur van de militaire dienst tot 18 maanden te beperken. Daar onze ramingen, bij ondervinding als te optimistisch kunnen voorkomen, voorzien wij dat de Minister zou kunnen gemachtigd worden om de dienstduur met één à drie bijkomende maanden te verlengen.

M. DESTENAY